
Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 20 MAI 1921.

Projet de loi organisant la liquidation de la dotation des combattants.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

La loi du 25 août 1920 accordant un témoignage de reconnaissance aux militaires de la guerre 1914-1918, attribue à ceux-ci, une allocation insaisissable, proportionnelle à la durée de leur service au front ou à l'arrière.

Elle a chargé une institution jouissant de la personnalité civile et appelée *Fonds des Combattants* de liquider le paiement de ces allocations.

A mesure de leur fixation, il doit être remis à chacun des intéressés un titre de créance sur l'État du même montant.

Ces créances seront payées par les soins du *Fonds des Combattants* dans l'ordre que le Conseil d'Administration détermine. Ces paiements peuvent être opérés par fractions.

Afin de permettre au *Fonds des Combattants* de faire face aux charges résultant de ces paiements, la loi met notamment à sa disposition :

1° Le produit net de l'impôt supplémentaire sur les successions. Cet impôt supplémentaire est fixé à 50 p. c. du droit ordinaire;

2° Toutes les sommes qui pourront être récupérées sur les condamnations civiles envers l'État, prononcées par la juridiction répressive contre les personnes condamnées pour avoir prêté une aide directe ou indirecte à l'ennemi;

3° Le produit de la mise sous administration judiciaire des entreprises ayant prêté une aide illicite à l'ennemi.

Ces différentes ressources se sont révélées insuffisantes, aussi l'État se voit-il obligé d'assurer directement le règlement de la dette de reconnaissance que le pays a envers ses défenseurs.

Tel est le but du projet de loi soumis à la Chambre et dont les diverses dispositions sont résumées ci-dessous :

I.

L'article 8 de la loi du 25 août 1920 prévoyait, comme il a été rappelé ci-dessus, qu'à mesure de la fixation des allocations dues, il serait remis à chacun des intéressés un titre de créance sur l'Etat du même montant.

L'article 1 du projet de loi, ci-annexé, précise la forme adoptée pour ces titres de créance. Ce sont des titres individuels assimilés aux effets publics nationaux et auxquels la généralité des lois, arrêtés et règlements en vigueur pour les dépôts à la Caisse générale d'Épargne et de Retraite est applicable.

Aux termes de l'article 2, les sommes inscrites à ces titres sont productives d'intérêts à dater du 1^{er} janvier 1921 au taux de 5 p. c. l'an.

II.

L'état actuel des finances publiques ne permet pas d'envisager le paiement immédiat de l'intégralité de la dotation. Il entraînerait un décaissement trop considérable incompatible avec notre situation budgétaire. La loi du 25 août 1920 avait soin d'ailleurs de préciser que les paiements pourraient être opérés par fractions.

L'intérêt d'un grand nombre de combattants commande cependant que la liquidation complète des sommes qui leur sont attribuées ne soit pas trop différée. Tenant compte de ces contingences, l'article 3 leur ouvre la faculté d'entrer chaque année, à partir du 1^{er} juillet, en possession des intérêts de l'exercice écoulé et d'un sixième du capital inscrit à leurs titres.

III.

Dès l'instant où la liquidation ne peut s'effectuer que par paiements échelonnés, il devient indispensable de recourir à l'intervention d'un organisme capable de faire face aux retraits dans les conditions les moins onéreuses pour le Trésor, avec le minimum de formalités pour les intéressés.

La Caisse Générale d'Épargne et de Retraite semble particulièrement désignée pour cette mission et a bien voulu consentir à en accepter la charge. Répandue dans tout notre territoire, elle possède l'organisation nécessaire pour satisfaire dans de brefs délais aux demandes de remboursement.

IV.

La continuation du paiement par sixièmes en cas de décès du titulaire astreindrait les ayants-droit de celui-ci à justifier de leur aptitude à recevoir les fonds, lors de chaque retrait; d'où des formalités et des retards préjudiciables. Il a donc paru expédient d'organiser le droit à liquidation immédiate dans le chef des représentants du défunt.

V.

La loi du 25 août 1920 en ses articles 1 et 2, rend les allocations insaisissables. La rigueur de ce principe doit fléchir, semble-t-il, dès que l'on se

trouve en présence d'une opposition pratiquée à la requête de la femme et des enfants du militaire. Cette faculté fait l'objet de l'article 5 du projet.

VI.

L'article 6 du projet de loi répond à une double préoccupation. Si d'une part il convient de mettre un titulaire dans la possibilité de mobiliser sa créance en cédant son titre, il convient d'un autre côté de prémunir les combattants contre le danger d'être victime de procédés usuraires. Aussi, le titre est-il déclaré incessible en principe. Toutefois, il pourra être donné en gage à concurrence de 80 p. c. de son montant, à des établissements de crédit agréés par le *Fonds des Combattants* et qui effectueront ces opérations dans des conditions sauvegardant entièrement les droits des titulaires.

Les alinéas 2, 3, 4 et 5 de l'article 6 organisent une procédure sommaire destinée à faciliter la constitution et la réalisation éventuelle du gage.

VII.

Le paiement par sixièmes en cas de décès du titulaire impliquerait, comme nous l'avons dit au IV ci-dessus, des formalités et des retards dommageables pour les ayants-droit. Il en est de même lorsqu'il s'agit de militaires décédés au cours de la campagne. Les indemnités allouées aux héritiers de ceux-ci, en exécution de l'article 5 de la loi du 25 août 1920, seront donc liquidées sans délai.

VIII.

Les articles 8 et 9 du projet organisent les mesures de Trésorerie nécessaires à la mise en pratique de la loi.

IX.

L'exemption de droits de timbre, de greffe et d'enregistrement en faveur des anciens combattants paraît justifiée en ce qui concerne les pièces nécessaires à l'exécution de la présente loi. Ces pièces seront, en outre, délivrées gratuitement.

X.

L'article 11 du projet prévoit qu'un arrêté royal règlera les mesures d'exécution nécessitées par la mise en vigueur de la loi. Il s'agit, en l'espèce, de mesures d'ordre purement administratif qu'il serait trop long d'introduire dans le texte législatif et auxquelles d'ailleurs, il conviendrait éventuellement de pouvoir apporter, sans retard, telles modifications que l'expérience représenterait comme utiles.

Le Ministre des Finances,
G. THEUNIS.

Le Ministre de la Défense Nationale,
ALB. DEVÈZE.

(ANNEXE AU N° 287.)

(BIJLAGE VAN N° 287.)

PROJET DE LOI

organisant la liquidation de la Dotation
des Combattants.

Albert.

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Mi-
nistres des Finances et de la De-
fense Nationale,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur
suit sera présenté, en Notre nom,
aux Chambres législatives :

ARTICLE PREMIER.

Les allocations attribuées aux mi-
litaires de la guerre 1914-1918, con-
formément aux dispositions des
articles 1, 2, 4 et 6 de la loi du
23 août 1920, sont inscrites sur des
titres individuels délivrés en témoi-
gnage de reconnaissance par le
Fonds des Combattants au nom de
la Nation. Ces titres sont assimilés
aux effets publics nationaux visés à
l'article 8 des lois du 3 mai 1850, du
20 mai 1872 et du 26 mars 1900
combinées suivant arrêté royal du
7 août 1900. Aux sommes qui y fi-
gurent sont applicables, sauf dispo-
sitions contraires, les lois, arrêtés et
règlements en vigueur pour les dé-
pôts à la Caisse Générale d'Épargne
et de Retraite.

WETSONTWERP

tot inrichting der verevening van de
begiftiging der strijders.

Albert,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toe-
komenden, Heil.*

Op de voordracht van Onze Mi-
nistors van Financiën en van Lands-
verdediging,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het ontwerp van wet waarvan de
inhoud volgt zal, in Onzen naam,
bij de wetgevende Kamers inge-
diend worden.

ARTIKEL ÉÉN.

De toelagen verleend aan de mi-
litaires van den Oorlog 1914-1918,
overeenkomstig de bepalingen der
artikelen 1, 2, 4 en 6 der wet van
23 Augustus 1920, worden aange-
teekend op persoonlijke titels als
blijk van erkentelijkheid door het
strijdersfonds in naam der natie uit-
gegeven. Deze titels worden gelijk-
gesteld met de nationale openbare
effecten bedoeld in artikel 8 der
wetten van 3 Mei 1850, van 20 Mei
1872 en van 26 Maart 1900 in on-
derling verband gebracht volgens
koninklijk besluit van 7 Augustus
1900. Op de daarop voorkomende
sommen zijn, behoudens tegenstrij-
dige bepalingen, van toepassing de
wetten, besluiten en verordeningen

ART. 2.

Les sommes inscrites aux titres susdits sont productives d'intérêts à partir du 1^{er} janvier 1921 au taux de 5 p. c. l'an à charge de la Nation. Ces titres ne peuvent pas recevoir l'inscription de versements effectués par les titulaires personnellement.

ART. 3.

Les titulaires des livrets peuvent obtenir le paiement de leur avoir, en principal, dans la limite de un sixième par année écoulée ou simplement commencée depuis le 1^{er} janvier 1921. Les paiements du principal et des intérêts ont lieu chaque année à partir du 1^{er} juillet.

ART. 4.

Par dérogation aux dispositions de l'article 3 la totalité de l'actif en principal et intérêts devient immédiatement exigible, en cas de décès des titulaires des titres, avant l'expiration de la sixième année.

ART. 5.

Les titres délivrés en exécution de la présente loi sont insaisissables. Peuvent faire opposition au retrait des fonds, la femme et les enfants du militaire qui ont assigné leur époux et père devant les tribunaux pour obtenir l'exécution d'une obligation légale.

L'opposition est notifiée au Directeur Général de la Caisse d'Épargne

van kracht aangaande de inlagen bij de algemeene Spaar- en lijfrentekas.

ART. 2.

De op gemelde titels aangeteckende sommen brengen interest op van 1 Januari 1921 af tegen 5 p. h. 's jaars, ten laste van de Natie. Deze titels kunnen niet bekleed worden met inschrijving van inlagen door de titularissen persoonlijk gedaan.

ART. 3.

De titularissen der boekjes kunnen betaling van hun tegoed, in hoofdsom erlangen binnen de grens van één zesde per jaar dat verlopen of alleen begonnen is sedert 1 Januari 1921. De betalingen van de hoofdsom en van de interesten geschieden ieder jaar van 1 Juli af.

ART. 4.

Met afwijking van de bepalingen van artikel 3, wordt het totaal bedrag van het tegoed in hoofdsom en interesten onmiddellijk opvorderbaar, ingeval van overlijden der titularissen van de titels, vóór het verschijnen van het zesde jaar.

ART. 5.

De in uitvoering van deze wet verstrekte titels zijn onvatbaar voor beslag. Kunnen in verzet komen tegen geldopneming de vrouw en de kinderen van den militair die hunnen echtgenoot en vader voor de rechtbanken hebben gedaagd om de uitvoering eener wettelijke verplichting te bekomen.

Het verzet wordt den Algemeenen Bestuurder der Spaar- en Lijfrente-

et de Retraite par lettre recommandée à la poste; une copie de l'exploit d'ajournement y est jointe. L'opposition suit le sort de l'action en justice.

ART. 6.

Les titres émis en exécution de la présente loi sont incessibles. Néanmoins, ils peuvent être donnés en gage pour sûreté de prêts n'excédant pas 80 p. c. de leur montant; les prêts sont exclusivement consentis par des établissements de crédit ou banques agréées par le *Fonds des Combattants*.

Le gage est constitué par acte authentique ou sous seing privé. Il ne met obstacle aux paiements entre les mains du titulaire qu'à dater du moment où l'acte est notifié au Directeur Général de la Caisse d'Épargne. Il ne confère de privilège au créancier qu'à la condition que celui-ci ait été mis et soit resté en possession du titre.

La notification du contrat peut être faite par lettre recommandée à la poste. Le gage aura date certaine à dater de cette notification sans devoir être soumis aux formalités de l'enregistrement.

A défaut de paiement à l'échéance de la créance garantie par le gage, le créancier peut se faire subroger, à due concurrence, dans les droits du débiteur par ordonnance du Président du tribunal de première instance, de l'arrondissement où le gage a été constitué, statuant sur requête.

kas beteekend bij ter post aange- teekenden brief; een afschrift van het dagvaardingsexploot wordt daar- bij gevoegd. Het verzet deelt het lot van het rechtsgeding.

ART. 6.

De in uitvoering dezer wet uit- gegeven titels zijn onafstaanbaar. Evenwel mogen zij in pand gegeven worden tot zekerheid van leeningen die 80 p. h. van hun bedrag niet overtreffen; de leeningen worden uitsluitend toegestaan door de cre- dietinrichtingen of banken aange- nomen door het strijdersfonds.

Het pand wordt gesteld bij authen- tieke of onderhandsche akte. Het verhindert de betalingen in handen van den titularis slechts van het oogenblik af dat de acte aan den Algemeenen Bestuurder der Spaar- kas is beteekend. Het verleent slechts voorrecht aan den schuld- eischer op de voorwaarde dat deze in 't bezit van den titel gesteld en gebleven zij.

De beteekening van het contract mag bij ter post aangeteekenden brief geschieden. Het pand zal be- paalde dagteekening verkrijgen van den datum af van die beteekening zonder aan de formaliteiten der registratie onderworpen te moeten worden.

Bij gebreke van betaling op den vervalldag van de door het pand gedekte schuldvordering, kan de schuldeischer zich tot het verschul- digd bedrag in de rechten van den schuldenaar doen stellen bij bevel- schrift van den Voorzitter der Recht- bank van Eersten Aanleg van het arrondissement waar het pand werd

La requête en abrogation ne peut être introduite que quinze jours après une mise en demeure, notifiée à l'emprunteur. L'ordonnance du Président est signifiée au débiteur. Celui-ci peut, dans le délai de dix jours de cette signification, faire assigner son créancier devant le Tribunal de première instance pour entendre statuer sur la contestation qu'il souleverait.

Le délai pour interjeter appel du jugement au Tribunal est de dix jours à dater de sa signification.

ART. 7.

Les allocations accordées en exécution de l'article 5 de la loi du 25 août 1920, aux ayants-droit des militaires morts au cours de la campagne, sont liquidées directement au profit des intéressés, après justification de leurs droits et à l'intervention de la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite. Les actes de notoriété nécessaires sont délivrés gratis par les juges de paix.

ART. 8.

Les dépenses à résulter de l'exécution de la présente loi et de la loi du 25 avril 1920, sont imputées sur un fonds spécial à ouvrir au budget des recettes et des dépenses pour ordre sous la dénomination *Dotation des Combattants*; ce fonds est

gesteld, uitspraak doende op verzoekschrift.

Het verzoekschrift tot de indeplaatsstelling kan slechts ingediend worden vijftien dagen na eene in vertoefstelling aan den ontleener beteekend. Het bevelschrift van den voorzitter wordt beteekend aan den schuldenaar. Deze kan binnen het tijdsbestek van 10 dagen van deze beteekening zijnen schuldeischer doen dagvaarden voor de Rechtbank van Eersten Aanleg om te hooren uitspraak doen over de betwisting die hij zou doen rijzen.

Het tijdsbestek tot het instellen van beroep tegen het vonnis der Rechtbank bedraagt tien dagen dagteekenende van zijne beteekening.

ART. 7.

De toelagen verleend, in uitvoering van artikel 5 der wet van 25 Augustus 1920, aan de rechthebbers der tijdens den veldtocht overleden militairen worden rechtstreeks ten voordeele der belanghebbers verevend, na bewijsoverlevering hunner rechten en door tusschenkomst van de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas. De noodige akten van bekendheid worden door de vrederechters kosteloos verstrekt.

ART. 8.

De uitgaven naar aanleiding van de uitvoering dezer wet en der wet van 25 April 1920, worden bestreden uit een bijzonder fonds op de begrooting der ontvangsten en der uitgaven voor order te openen onder de benaming: «*Begifting der strij-*

alimenté par les produits désignés l'article 10 de la loi du 25 août 1920, ainsi que par les ressources généralement quelconques, legs, dons, souscriptions publiques, etc., à recueillir par le *Fonds des Combattants*, institué par l'article 7 de la même loi.

Il est pourvu à l'insuffisance du fonds spécial au moyen d'un subside à imputer sur un crédit à inscrire annuellement au Budget du Ministère des Finances (Dépenses extraordinaires).

ART. 9.

La Caisse Générale d'Épargne et de Retraite avance dans la mesure de ses disponibilités, les sommes nécessaires pour faire face aux demandes de retrait de fonds.

Les avancés ainsi consenties portent intérêt au taux de 5 p. c. l'an à compter du jour du décaissement des fonds inclusivement.

Elles sont remboursées, avec les intérêts courus, à l'expiration de chaque mois.

En cas d'insuffisance des disponibilités de la Caisse d'Épargne, des fonds sont mis à la disposition de celle-ci à titre d'acompte sur les avances mensuelles.

ART. 10.

Les pièces nécessaires à l'exécution de la présente loi sont délivrées gratis et exemptes de droits de timbre, de greffe et d'enregistrement.

ART. 11.

Un arrêté royal déterminera la

ders»; dit fonds wordt gesteven door de middelen aangeduid in artikel 10 der wet van 25 Augustus 1920, alsmede door de inkomsten van om 't even welken aard, legaten, giften, openbare inschrijvingen, enz., door het bij artikel 7 derzelfde wet ingestelde *Strijderfonds* te verwerven.

In de ontoereikendheid van het bijzonder fonds wordt voorzien door middel van eene bijdrage aan te rekenen op een krediet jaarlijks uit te trekken op de Begroting van het Ministerie van Financiën (Buitengewone uitgaven).

ART. 9.

De Algemeene Spaar- en Lijfrentekas verleend naar de mate van hare beschikbare gelden, de sommen noodig om gevolg te geven aan de verzoeken tot geldopneming.

De aldus verleende voorschotten brengen interest op tegen 5 p. h. 's jaars met ingang van den dag van de betaling.

Zij worden met de verworven interesten na verloop van iedere maand terugbetaald.

Ingeval van ontoereikendheid van de beschikbare gelden der Spaarkas, wordt geld ter beschikking derzelve gesteld ten titel van vooruitbetaling op de maandelijksche voorschotten.

ART. 10.

De stukken noodig tot de uitvoering dezer wet worden kosteloos verstrekt en vrijgesteld van zegel-, griffie- en registratierecht.

ART. 11.

Een Koninklijk besluit bepaalt

forme des livrets spéciaux et précisera les mesures d'exécution nécessaires pour la mise en vigueur de la loi.

Donné à Laeken, le 20 mai 1921.

den vorm der bijzondere boekjes en omschrijft de maatregelen van uitvoering noodig tot de inwerkingstelling der wet.

Gegeven te Laeken, den 20 Me 1921.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

Van 's Konings wege :

De Minister van Financiën,

G. THEUNIS.

Le Ministre de la Défense Nationale, | *De Minister van Landsverdediging,*

Albert DEVÈZE.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 MEI 1921.

Wetsontwerp

tot inrichting der verevening van de begiftiging der strijders.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De wet van 25 Augustus 1920 die een blijk van erkentelijkheid verleent aan de militairen van den oorlog 1914-1918, kent hun eene voor beslag onvatbare toelage toe, geëvenredigd aan den duur van hunnen dienst op of achter het front.

Zij heeft eene instelling, die rechtspersoonlijkheid geniet en « *Strijdersfonds* » genaamd wordt, belast met de verevening van de betaling dezer vergeldingen.

Naarmate hunner vaststelling, moet aan iederen belanghebbende een titel van schuldverordening op den Staat van hetzelfde bedrag worden verstrekt.

Deze schuldvorderingen zullen door de zorgen van het *Strijdersfonds* betaald worden, in de volgorde bepaald door den Beheerraad. — Deze betalingen kunnen breuksgewijze gedaan worden.

Met het doel aan het *Strijdersfonds* toe te voorzien in de lasten voortvloeiende uit deze betalingen, stelt de wet namenlijk te zijner beschikking :

1° De zuivere opbrengst van de aanvullende belasting op de erfenissen. — Die aanvullende belasting bedraagt 50 p. h. van het gewoon recht ;

2° al de sommen welke kunnen ingevorderd worden op de burgerlijke veroordeelingen jegens den Staat, uitgesproken door de strafrechtbanken tegen de personen veroordeeld wegens het rechtstreeksch of onrechtstreeksch verleenen van hulp aan den vijand ;

3° de opbrengst van het onder rechterlijk beheer stellen der ondernemingen welke eene ongeoorloofde hulp aan den vijand verleend hebben.

Die verschillende middelen werden ontoereikend bevonden ; ook ziet de Staat zich verplicht rechtstreeks de regeling te verzekeren der schuld van erkentelijkheid welke het Land jegens zijne verdedigers heeft.

Ziedaar het doel van het wetsontwerp aan de Kamer onderworpen en waarvan de verschillende bepalingen hieronder beknopt samengevat zijn :

I.

Artikel 8 der wet van 25 Augustus 1920 voorzag, zooals hierboven herinnerd, dat naarmate der vaststelling van de verschuldigde toelagen, aan iederen belanghebbende een titel van schuldvordering op den Staat, van hetzelfde bedrag, zou uitgereikt worden.

Artikel 1 van het nevensgaand wetsontwerp, omschrijft den vorm aangenomen voor deze titels van schuldvordering. Het zijn individueele titels, gelijkgesteld met de openbare nationale effecten en waarop de algemeenheid der wetten, besluiten en reglementen in zwang voor de inlagen ter Algemeene Spaar-en Lijfrentekas, toepasselijk is.

Luidens artikel 2, brengen de op deze titels aangeteekende sommen interest op van den 1 Januari 1921 af, tegen 5 p. h. 's jaars.

II.

De huidige stand der openbare financiën laat niet toe de dadelijke betaling van de geheele dotatie te betrachten. Zulks zou eene te aanzienlijke uitkasseering uitlokken, onbestaanbaar met den toestand onzer begrooting.

De wet van 25 Augustus 1920 voorzag overigens dat de betalingen deelsgewijze mochten gedaan worden.

Het belang van een groot getal strijders gebiedt echter de volledige verevening der hun toegekende sommen niet te lang uit te stellen. Rekening houdende met deze omstandigheden, opent artikel 3 hun de mogelijkheid jaarlijks, van 1 Juli af, in 't bezit te geraken der interesten van het verlopen dienstjaar en van een zesde van het op hunne titels ingeschreven kapitaal.

III.

Van het oogenblik af dat de verevening slechts door middel van achtereenvolgende betalingen kan gedaan worden, wordt het onontbeerlijk de tusschenkomst in te roepen van eene instelling, die in staat is om te voorzien in de geldopnemingen in de voor den Staat minst bezwaarlijke voorwaarden en met het minimum van pleegvormen voor de belanghebbenden.

De Algemeene Spaar- en Lijfrentekas schijnt bijzonder aangewezen voor deze roeping en heeft wel willen toestemmen den last ervan op zich te nemen. — Over geheel ons grondgebied verspreid, bezit zij de vereischte inrichting om binnen korte tijdperken, aan de verzoeken om geldopneming te voldoen.

IV.

Betaling met zesden, in geval van overlijden van den titularis, zou dezes rechthebbenden bij iedere geldopneming verplichten tot verantwoording hunner bekwaamheid om de gelden te ontvangen; hetgeen nadeelige formaliteiten en verwijl voor gevolg zou hebben.

Het is dus gepast gebleken het recht te vestigen tot onmiddellijke vereffening in den persoon der vertegenwoordigers van den afgestorvene.

V.

Bij artikelen 1 en 2 der wet van 25 Augustus 1920 worden de vergoedingen onvatbaar voor beslag gemaakt, de striktheid van dit grondbeginsel moet, naar Ons voorkomt buigen zoohaast men zich bevindt tegenover een op verzoek der vrouw en der kinderen van den militair gedaan verzet. Deze bevoegdheid maakt het voorwerp uit van artikel 5 van het ontwerp.

VI.

Artikel 6 van het wetsontwerp beantwoordt aan eene dubbele bezorgdheid. Indien het betaamt, eenerzijds, den titularis in de mogelijkheid te stellen zijne schuldvordering door afstand van zijnen titel roerend te maken, dient men anderzijds, de strijders te vrijwaren voor het gevaar slachtoffer te worden van woeker. Ook wordt in beginsel de titel onafstaanbaar verklaard. Nochtans kan hij verpand worden tot beloop van 80 p. h. van zijn bedrag bij door het strijdersfonds aangenomen credietinrichtingen, die deze verrichtingen aangaat onder voorwaarden, welke aan de rechten van den titularis geen afbreuk doen.

De leden 2, 3, 4 en 5 van artikel 6 brengen eene sommaire rechtspleging tot stand bestemd om de vestiging en de gebeurlijke tegeldemaking van het pand te vergemakkelijken.

VII.

Betaling bij zesden in geval van overlijden van den titularis zou, zooals wij zegden onder IV hierboven, formaliteiten en vertragingen verwekken, welke voor de rechthebbenden schadelijk zijn. Zulks geldt eveneens voor in den loop van den veldtocht overleden militairen. De aan dezer erfgenamen in uitvoering van artikel 5 der wet van 25 Augustus 1920 toegekende vergoedingen worden zonder uitstel vereffend.

VIII.

Artikelen 8 en 9 van het ontwerp regelen de Thesauriemaatregelen noodig tot het in praktijk stellen der wet.

IX.

Vrijstelling van het zegel-, griffie- en registratierecht ten gunste der oud-strijders schijnt rechtmatig wat betreft de noodige stukken tot uitvoering dezer wet. Deze stukken worden daarenboven kosteloos verstrekt.

X.

Artikel 11 van het ontwerp voorziet dat een koninklijk besluit de uitvoeringsmaatregelen zal heffen noodig tot het in werking stellen der wet.

Ter zake gaat het enkel om zuiver bestuurlijke maatregelen, te lang om in den wetgevenden tekst op te nemen, en waarin, bij voorkomend geval, zonder verwijl de wijzigingen behooren te kunnen gebracht worden die uit ervaring noodig mochten blijken.

De Minister van Financiën,

G. THEUNIS.

De Minister van Landsverdediging,

ALB. DEVÈZE.

PROJET DE LOI

organisant la liquidation de la Dotation
des Combattants.

Albert,**ROI DES BELGES,***A tous présents et à venir, Salut.*

Sur la proposition de Nos Mi-
nistres des Finances et de la De-
fense Nationale,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur
suit sera présenté, en Notre nom,
aux Chambres législatives :

ARTICLE PREMIER.

Les allocations attribuées aux mi-
litaires de la guerre 1914-1918, con-
formément aux dispositions des
articles 1, 2, 4 et 6 de la loi du
28 août 1920, sont inscrites sur des
titres individuels délivrés en témoi-
gnage de reconnaissance par le
Fonds des Combattants au nom de
la Nation. Ces titres sont assimilés
aux effets publics nationaux visés à
l'article 8 des lois du 5 mai 1850, du
20 mai 1872 et du 26 mars 1900
combinées suivant arrêté royal du
7 août 1900. Aux sommes qui y fi-
gurent sont applicables, sauf dispo-
sitions contraires, les lois, arrêtés et
règlements en vigueur pour les dé-
pôts à la Caisse Générale d'Épargne
et de Retraite.

WETSONTWERP

tot inrichting der verevening van de
begiftiging der strijders.

Albert,**KONING DER BELGEN,***Aan allen, tegenwoordigen en toe-
komenden, Heil.*

Op de voordracht van Onze Mi-
nistres van Financiën en van Lands-
verdediging,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het ontwerp van wet waarvan de
inhoud volgt zal, in Onzen naam,
bij de wetgevende Kamers inge-
diend worden.

ARTIKEL EÉN.

De toelagen verleend aan de mi-
litairen van den Oorlog 1914-1918,
overeenkomstig de bepalingen der
artikelen 1, 2, 4 en 6 der wet van
28 Augustus 1920, worden aange-
teekend op persoonlijke titels als
blijk van erkentelijkheid door het
strijdersfonds in naam der natie uit-
gegeven. Deze titels worden gelijk-
gesteld met de nationale openbare
effecten bedoeld in artikel 8 der
wetten van 5 Mei 1850, van 20 Mei
1872 en van 26 Maart 1900 in on-
derling verband gebracht volgens
koninklijk besluit van 7 Augustus
1900. Op de daarop voorkomende
sommen zijn, behoudens tegenstrij-
dige bepalingen, van toepassing de
wetten, besluiten en verordeningen

ART. 2.

Les sommes inscrites aux titres susdits sont productives d'intérêts à partir du 1^{er} janvier 1921 au taux de 5 p. c. l'an à charge de la Nation. Ces titres ne peuvent pas recevoir l'inscription de versements effectués par les titulaires personnellement.

ART. 3.

Les titulaires des livrets peuvent obtenir le paiement de leur avoir, en principal, dans la limite de un sixième par année écoulée ou simplement commencée depuis le 1^{er} janvier 1921. Les paiements du principal et des intérêts ont lieu chaque année à partir du 1^{er} juillet.

ART. 4.

Par dérogation aux dispositions de l'article 3 la totalité de l'actif en principal et intérêts devient immédiatement exigible, en cas de décès des titulaires des titres, avant l'expiration de la sixième année.

ART. 5.

Les titres délivrés en exécution de la présente loi sont insaisissables. Peuvent faire opposition au retrait des fonds, la femme et les enfants du militaire qui ont assigné leur époux et père devant les tribunaux pour obtenir l'exécution d'une obligation légale.

L'opposition est notifiée au Directeur Général de la Caisse d'Épargne

van kracht aangaande de inlagen bij de algemeene Spaar- en lijfrentekas.

ART. 2.

De op gemelde titels aangeteckende sommen brengen interest op van 1 Januari 1921 af tegen 5 p. h. 's jaars, ten laste van de Natie. Deze titels kunnen niet bekleed worden met inschrijving van inlagen door de titularissen persoonlijk gedaan.

ART. 3.

De titularissen der boekjes kunnen betaling van hun tegoed, in hoofdsom erlangen binnen de grens van één zesde per jaar dat verlopen of alleen begonnen is sedert 1 Januari 1921. De betalingen van de hoofdsom en van de interesten geschieden ieder jaar van 1 Juli af.

ART. 4.

Met afwijking van de bepalingen van artikel 3, wordt het totaal bedrag van het tegoed in hoofdsom en interesten onmiddellijk opvorderbaar, ingeval van overlijden der titularissen van de titels, vóór het verschijnen van het zesde jaar.

ART. 5.

De in uitvoering van deze wet verstrekte titels zijn onvatbaar voor beslag. Kunnen in verzet komen tegen geldopneming de vrouw en de kinderen van den militair die hunnen echtgenoot en vader voor de rechtbanken hebben gedaagd om de uitvoering eener wettelijke verplichting te bekomen.

Het verzet wordt den Algemeenen Bestuurder der Spaar- en Lijfrente-

et de Retraite par lettre recommandée à la poste; une copie de l'exploit d'ajournement y est jointe. L'opposition suit le sort de l'action en justice.

ART. 6.

Les titres émis en exécution de la présente loi sont incessibles. Néanmoins, ils peuvent être donnés en gage pour sûreté de prêts n'excédant pas 80 p. c. de leur montant; les prêts sont exclusivement consentis par des établissements de crédit ou banques agréées par le *Fonds des Combattants*.

Le gage est constitué par acte authentique ou sous seing privé. Il ne met obstacle aux paiements entre les mains du titulaire qu'à dater du moment où l'acte est notifié au Directeur Général de la Caisse d'Épargne. Il ne confère de privilège au créancier qu'à la condition que celui-ci ait été mis et soit resté en possession du titre.

La notification du contrat peut être faite par lettre recommandée à la poste. Le gage aura date certaine à dater de cette notification sans devoir être soumis aux formalités de l'enregistrement.

A défaut de paiement à l'échéance de la créance garantie par le gage, le créancier peut se faire subroger, à due concurrence, dans les droits du débiteur par ordonnance du Président du tribunal de première instance, de l'arrondissement où le gage a été constitué, statuant sur requête.

kas beteekend bij ter post aange- teekenden brief; een afschrift van het dagvaardingsexploit wordt daar- bij gevoegd. Het verzet deelt het lot van het rechtsgeding.

ART. 6.

De in uitvoering dezer wet uit- gegeven titels zijn onafstaanbaar. Evenwel mogen zij in pand gegeven worden tot zekerheid van leeningen die 80 p. h. van hun bedrag niet overtreffen; de leeningen worden uitsluitend toegestaan door de cre- dietinrichtingen of banken aange- nomen door het strijdersfonds.

Het pand wordt gesteld bij authen- tieke of onderhandsche akte. Het verhindert de betalingen in handen van den titularis slechts van het oogenblik af dat de acte aan den Algemeenen Bestuurder der Spaar- kas is beteekend. Het verleent slechts voorrecht aan den schuld- eischer op de voorwaarde dat deze in 't bezit van den titel gesteld en gebleven zij.

De beteekening van het contract mag bij ter post aangeteekenden brief geschieden. Het pand zal be- paalde dagteekening verkrijgen van den datum af van die beteekening zonder aan de formaliteiten der registratie onderworpen te moeten worden.

Bij gebreke van betaling op den vervalldag van de door het pand gedekte schuldvordering, kan de schuldeischer zich tot het verschul- digd bedrag in de rechten van den schuldenaar doen stellen bij bevel- schrift van den Voorzitter der Recht- bank van Eersten Aanleg van het arrondissement waar het pand werd

La requête en abrogation ne peut être introduite que quinze jours après une mise en demeure, notifiée à l'emprunteur. L'ordonnance du Président est signifiée au débiteur. Celui-ci peut, dans le délai de dix jours de cette signification, faire assigner son créancier devant le Tribunal de première instance pour entendre statuer sur la contestation qu'il soulèverait.

Le délai pour interjeter appel du jugement au Tribunal est de dix jours à dater de sa signification.

ART. 7.

Les allocations accordées en exécution de l'article 5 de la loi du 25 août 1920, aux ayants-droit des militaires morts au cours de la campagne, sont liquidées directement au profit des intéressés, après justification de leurs droits et à l'intervention de la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite. Les actes de notoriété nécessaires sont délivrés gratis par les juges de paix.

ART. 8.

Les dépenses à résulter de l'exécution de la présente loi et de la loi du 25 avril 1920, sont imputées sur un fonds spécial à ouvrir au budget des recettes et des dépenses pour ordre sous la dénomination *Dotation des Combattants*; ce fonds est

gesteld, uitspraak doende op verzoekschrift.

Het verzoekschrift tot de indeplaatsstelling kan slechts ingediend worden vijftien dagen na eene in vertoefstelling aan den ontleener beteekend. Het bevelschrift van den voorzitter wordt beteekend aan den schuldenaar. Deze kan binnen het tijdsbestek van 10 dagen van deze beteekening zijnen schuldeischer doen dagvaarden voor de Rechtbank van Eersten Aanleg om te hooren uitspraak doen over de betwisting die hij zou doen rijzen.

Het tijdsbestek tot het instellen van beroep tegen het vonnis der Rechtbank bedraagt tien dagen dagteekenende van zijne beteekening.

ART. 7.

De toelagen verleend, in uitvoering van artikel 5 der wet van 25 Augustus 1920, aan de rechthebbenden der tijdens den veldtocht overleden militairen worden rechtstreeks ten voordeele der belanghebbenden verevend, na bewijsoverlevering hunner rechten en door tusschenkomst van de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas. De noodige akten van bekendheid worden door de vrederechters kosteloos verstrekt.

ART. 8.

De uitgaven naar aanleiding van de uitvoering dezer wet en der wet van 25 April 1920, worden bestreden uit een bijzonder fonds op de begrooting der ontvangsten en der uitgaven voor order te openen onder de benaming: «*Begifting der strij-*

alimenté par les produits désignés l'article 10 de la loi du 25 août 1920, ainsi que par les ressources généralement quelconques, legs, dons, souscriptions publiques, etc., à recueillir par le *Fonds des Combattants*, institué par l'article 7 de la même loi.

Il est pourvu à l'insuffisance du fonds spécial au moyen d'un subside à imputer sur un crédit à inscrire annuellement au Budget du Ministère des Finances (Dépenses extraordinaires).

ART. 9.

La Caisse Générale d'Épargne et de Retraite avance dans la mesure de ses disponibilités, les sommes nécessaires pour faire face aux demandes de retrait de fonds.

Les avances ainsi consenties portent intérêt au taux de 3 p. c. l'an à compter du jour du décaissement des fonds inclusivement.

Elles sont remboursées, avec les intérêts courus, à l'expiration de chaque mois.

En cas d'insuffisance des disponibilités de la Caisse d'Épargne, des fonds sont mis à la disposition de celle-ci à titre d'acompte sur les avances mensuelles.

ART. 10.

Les pièces nécessaires à l'exécution de la présente loi sont délivrées gratis et exemptes de droits de timbre, de greffe et d'enregistrement.

ART. 11.

Un arrêté royal déterminera la

ders»; dit fonds wordt gesteven door de middelen aangeduid in artikel 10 der wet van 25 Augustus 1920, alsmede door de inkomsten van om 't even welken aard, legaten, giften, openbare inschrijvingen, enz., door het bij artikel 7 derzelfde wet ingestelde *Strijderfonds* te verwerven.

In de ontoereikendheid van het bijzonder fonds wordt voorzien door middel van eene bijdrage aan te rekenen op een krediet jaarlijks uit te trekken op de Begrooting van het Ministerie van Financiën (Buitengewone uitgaven).

ART. 9.

De Algemeene Spaar- en Lijfrentekas verleend naar de mate van hare beschikbare gelden, de sommen noodig om gevolg te geven aan de verzoeken tot geldopneming.

De aldus verleende voorschotten brengen interest op tegen 5 p. h. 's jaars met ingang van den dag van de betaling.

Zij worden met de verworven interesten na verloop van iedere maand terugbetaald.

Ingeval van ontoereikendheid van de beschikbare gelden der Spaarkas, wordt geld ter beschikking derzelve gesteld ten titel van vooruitbetaling op de maandelijksche voorschotten.

ART. 10.

De stukken noodig tot de uitvoering dezer wet worden kosteloos verstrekt en vrijgesteld van zegel-, griffie- en registratierecht.

ART. 11.

Een Koninklijk besluit bepaalt

forme des livrets spéciaux et précisera les mesures d'exécution nécessaires pour la mise en vigueur de la loi.

Donné à Laeken, le 20 mai 1921.

den vorm der bijzondere boekjes en omschrijft de maatregelen van uitvoering noodig tot de inwerkingstelling der wet.

Gegeven te Laeken, den 20 Me 1921.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Finances,

Van 's Konings wege :
De Minister van Financiën,

G. THEUNIS.

Le Ministre de la Défense Nationale, | *De Minister van Landsverdediging,*

Albert DEVÈZE.

